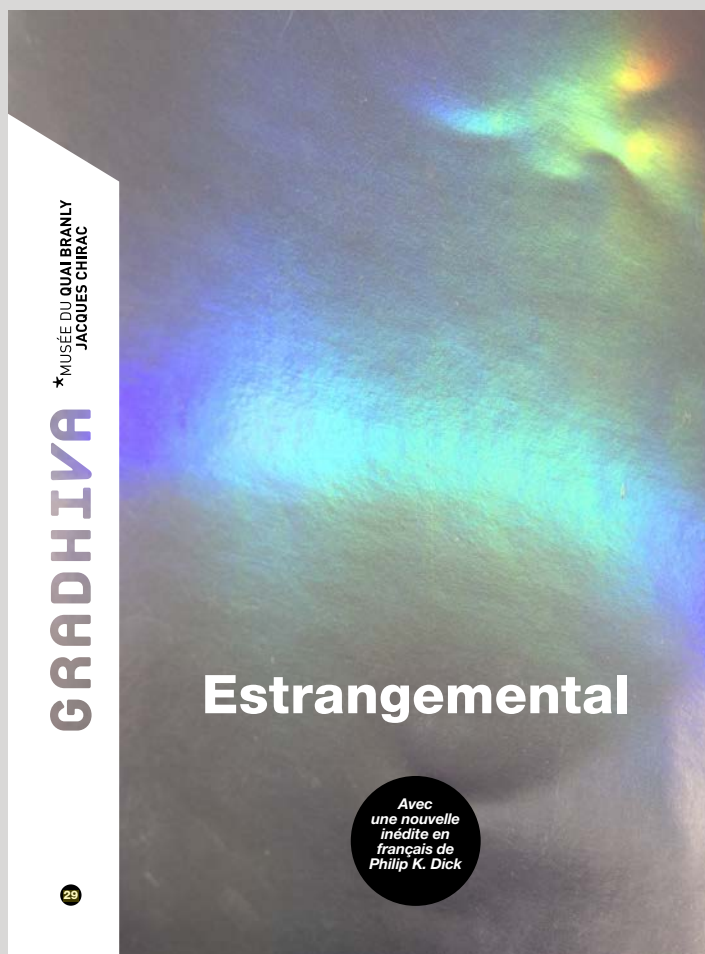


LA REVUE GRADHIVA★



ESTRANGEMENTAL

Le soupçon sur la nature de la réalité et sur ce qu'elle pourrait camoufler est au point de départ de nombreuses enquêtes d'anthropologues ayant travaillé sur la sorcellerie, la magie ou la divination. Il est aussi au cœur de beaucoup des romans de Philip K. Dick : l'écrivain américain a développé tout au long de sa vie une œuvre romanesque puis philosophique et théologique mettant en jeu des multiplicités de réalités parallèles. Dès lors, dans quelle mesure peut-on considérer Philip K. Dick comme un anthropologue ? Et qu'est-ce que les anthropologues ont-il à apprendre de sa lecture ?



LA CHRONIQUE DE
VIRGINIE TOURNAY

L'ÉTAT UBÉRISÉ ET L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Aux yeux des utilisateurs d'un service dématérialisé, l'usage qui est fait des données personnelles importe plus que le caractère public ou privé de l'autorité qui les gère.



Suite aux attentats du 23 avril au Sri Lanka, le dispositif «Safety check» de Facebook a été activé. Il permet à ses utilisateurs, en cas de catastrophe naturelle ou d'événement dramatique, de prévenir leurs proches qu'ils sont en sécurité. Ce service remplit en pratique une fonction régaliennne de sécurité: l'identification rapide des victimes et des survivants.

Bien que sous le contrôle de Facebook, compagnie privée californienne, cette application ne suscite pas la moindre inquiétude ni résistance. Il ne faut donc pas voir dans l'expansion des géants du numérique un facteur susceptible d'ébranler la confiance dans des services dématérialisés. Le marché ne signe pas la fin de la logique d'intérêt général, même si ce contrôle de tâches régaliennes par le privé apparaît incompatible avec la souveraineté étatique. En outre, les autorités publiques et le secteur marchand ont une longue histoire de partenariat.

Mais l'affaire est loin d'être close. La modernisation en cours de nos administrations, voulues à la fois plus efficaces et plus

proches, interroge nos représentations de l'intérêt général. En ayant créé en 2015 un réseau de «start-up d'État» (voir <https://beta.gouv.fr/>), le gouvernement français vise à simplifier les démarches administratives, réduire les files d'attente, faciliter l'accès au droit et à la culture dans des secteurs aussi variés que l'emploi, la formation, le handicap ou les transports. Le but est louable: il s'agit de prendre le train des

Les nouvelles formes de partenariats public-privé des services publics en ligne inquiètent

transformations culturelles de nos organisations en dématérialisant des services publics susceptibles d'être améliorés par le retour direct de ses usagers. Le défi de ces dispositifs, qu'ils soient ou non l'œuvre de structures privées, est de proposer aux citoyens des services en ligne qu'ils

reconnaîtront comme relevant de l'intérêt général. Or la difficulté est double.

La première est l'ubérisation de l'État. Clément Bertholet et Laura Létourneau, deux hauts fonctionnaires, l'ont décrite comme «la mise en œuvre de plateformes numériques de confiance sans infrastructures physiques ni opérateurs et centrés sur le client» (*Ubérisons l'État!*, Armand Colin, 2017). Ce modèle organisationnel fondé sur un contact direct des usagers reconfigure radicalement le rapport aux données administratives, qui ne sont plus localisées sur le territoire des institutions publiques. Définies par l'usage qui en est fait plutôt que par l'autorité qui les gouverne, les données deviennent l'objet d'une géopolitique.

Ainsi, nous acceptons d'être géolocalisés pour trouver un taxi ou un restaurant à proximité, mais pas si cela suppose de recevoir des publicités ciblées – comme l'a illustré une controverse récente sur l'application Izly, utilisée par les étudiants pour payer un repas au restaurant universitaire. Les nouvelles formes de partenariat entre le public et le privé de tels services en ligne inquiètent, car la technicité de leurs «conditions générales d'utilisation» les rend opaques au grand public, tandis que le devenir des données collectées pose question.

La deuxième difficulté consiste à identifier les services publics devant être «massivement personnalisés» pour lutter contre la fragilité de nos guichets administratifs. La personnalisation des interfaces citoyens-État transformera notre perception de l'intérêt général. Pourra-t-on choisir en ligne les traits socioculturels de son interlocuteur à l'hôpital ou à Pôle emploi? Nos données de géolocalisation seront-elles déterminantes dans l'attribution d'un logement social? L'adaptation des services publics suppose de maintenir à tout prix leur neutralité, de moderniser l'autorité morale de la puissance publique, qu'incarnaient jadis les hussards noirs de la République, en préservant nos libertés privées. Le défi est de taille. ■

VIRGINIE TOURNAY, biologiste de formation, est politologue et directrice de recherche du CNRS au Cevipof, à Sciences Po, à Paris.

LES GRANDES VOIX DE LA RECHERCHE

Les médaillés d'or du CNRS explorent tous les domaines de la connaissance et présentent de manière claire et synthétique les grands défis de la science



6 juin



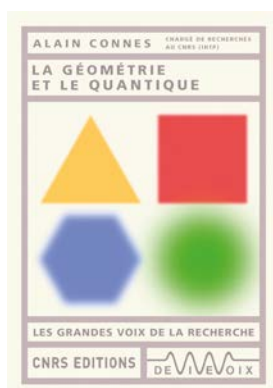
6 juin



6 juin



29 août



29 août



29 août



19 septembre



19 septembre

CNRS EDITIONS



96 pages - 8,00 €

Retrouvez-nous sur



et sur www.cnrseditions.fr